

FACE À LA CASSE DE L'ÉCOLE... URGENCE À AGIR !!!



EDITO

Dans un contexte électoral, où les médias déroulent le tapis rouge aux idées nauséabondes, où le président Macron prône la réponse militaire, où un premier ministre fait du retour à l'autorité sa ligne directrice, où la parole syndicale et militante est réprimée par la justice dès lors qu'elle dénonce les massacres perpétrés par les alliés de la France, tandis que les pires ordures réactionnaires peuvent s'exprimer sans crainte, il semblerait que le monde de l'éducation veuille rester silencieux.

Les organisations syndicales, dans des périmètres d'alliance variables selon les sujets, travaillent d'arrache-pied pour proposer des cadres de luttes aux personnels de l'Éducation. Mais en dehors de quelques départements, les personnels continuent de faire le dos rond ! La seule raison de se mobiliser réside-t-elle dans le fait d'avoir une ministre qui fait un écart de langage ? La tentative de suppression des IMP et autres heures supplémentaires, au nom d'économies budgétaires, ne justifierait-elle pas à elle seule que l'ensemble des acteur·ices de l'Éducation se mettent à l'arrêt pour exiger des comptes ?

Si nous prenions aux mots notre ancien ministre de l'éducation : « Tu casses ... tu ré pares, tu salis ... tu nettoies ! » puisque lui-même applique à la lettre au niveau du pays "tu défies l'autorité... on t'apprend à la respecter" tant les intimidations, les arrestations, et les jugements essaient d'étouffer les paroles syndicales sur tous les sujets qui le méritent.

Quand allons-nous nous réunir pour construire le rapport de force et enfin demander réparation pour la casse de l'Éducation nationale et réparation pour le mépris qui est mené à notre rencontre ?

Le 93, suivi par le 95, montre la voie : des grèves reconductibles massives, la rédaction de cahier de doléances, AG avec les différent·es acteur·ices de l'éducation, collèges morts... **Les moyens d'action n'ont pour limite que notre volonté et notre imagination !**

Le 25 mai, une journée d'appel à mobilisation doit clairement donner la couleur du mécontentement du monde de l'éducation. L'amateurisme, le mépris, et les tentatives de diversion mal dissimulées de l'administration ne sont ni tolérables, ni supportables. Il est grand temps de relever la tête. Tous·tes en grève !

C. ROBIN & C. CADOT

Sommaire

Page 1 : Edito	Page 5 : Climat scolaire
Page 2 : Lettre aux parents	Page 6 : Contre l'extrême-droite
Page 3 : Choc des savoirs...	Page 7 : 1 ^{er} mai
Page 4 : ... et ses luttes !	Page 8 : Marie Guillot

N° 158

Mai 2024

Déposé le 24-04-24

La vie de l'académie
UASEN CGT
ÉDUC'ACTION
2 rue du parc
71100 Chalons sur Saône
Site : www.cgteeducdijon.org
E-mail : dijon@cgteeduc.fr

N°CPPAP 0127 S 07066
Dir. Publ. : J. Raillard
Imprimé par nos soins
Bimestriel prix 1€

CHALON PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



LETTRE OUVERTE AUX PARENTS L'ÉDUCATION DE VOS ENFANTS EST EN DANGER

Depuis plusieurs années, le gouvernement impose des réformes contestées par toute la communauté éducative qui déstructurent l'ensemble du système éducatif, de l'école maternelle et élémentaire au collège ainsi qu'au lycée général, technologique et professionnel. L'orientation n'a pas été en reste à travers le dispositif « parcours sup » qui, en plus de dysfonctionnements récurrents, empêche l'accès à une formation supérieure choisie à de nombreux lycéens et lycéennes.

- Celle de la voie professionnelle livre à nouveau les lycées professionnels aux mains des entreprises dont une des priorités est de remettre en cause la reconnaissance des diplômes et d'imposer une baisse des salaires des jeunes entrant dans la vie active.

- La réforme catastrophique du lycée dont les conséquences pour les jeunes et leurs professeurs ne sont plus à démontrer a conduit à une réorganisation bricolée à la hâte du calendrier du bac 2024 avec pour résultat encore plus de notions à ingurgiter en moins d'heures de cours. Nous demandons l'abrogation de cette réforme qui amplifie les inégalités sociales et provoque entre autres une baisse sans précédent de la présence des filles en filière scientifique.

- Aujourd'hui, le « Choc des savoirs » veut imposer, en mathématiques et en français, le tri des élèves selon leur niveau. Il est présenté comme la réponse aux difficultés des enseignant·es à gérer l'hétérogénéité dans des classes surchargées. Mais cette mesure, en plus de menacer la confiance en soi des élèves et de leur imposer une mise en compétition et une pression de la performance constante, aura pour conséquence une vraie ségrégation sociale. Cette vision de l'école n'est pas la nôtre et nous nous opposons à une réforme qui organiserait la sélection de vos enfants dès la sortie du primaire.

Le gouvernement, nostalgique d'une école d'antan très sélective et inégalitaire, met en place des dispositifs (uniforme, SNU, réarmement civique...) écrans de fumée, coûteux pour les familles et totalement démagogiques. Cette absence de véritable politique éducative cache mal en fait la volonté gouvernementale de faire toujours plus d'économies budgétaires sur les services publics et en particulier l'Éducation Nationale.

Au contraire pour la réussite de tous les élèves, pour des conditions de travail et d'études améliorées, il faut un véritable plan d'urgence pour l'École ! Cela passe par des postes supplémentaires, des effectifs réduits, des établissements rénovés, une mobilité des jeunes facilitée, des moyens pour l'éducation prioritaire, l'intégration des enfants en situation de handicap et aux besoins spécifiques, une carte des formations professionnelles redéfinies et redonnant toute leur place au lycées professionnels et l'abandon des réformes de tri social dont le choc des savoirs prévu au collège pour la rentrée 2024.

Dans les jours et semaines à venir les personnels de l'Éducation nationale se mobiliseront pour mettre un coup d'arrêt à la réforme dite du « choc des savoirs ». La CGT Educ'action porte de nombreuses propositions pour une Éducation Publique émancipatrice, laïque et gratuite porteuse d'avenir pour tous les élèves. Elle vous propose une rencontre afin de construire le plus largement possible les conditions de sa réussite.

PARENTS ET ENSEIGNANT.ES CONTRE LE « CHOC DES SAVOIRS »

A la CGT, syndicat interprofessionnel, on a l'habitude de dire qu'il n'y a pas de petite bataille. Si les travailleur·ses ont vocation à agir sur leur lieu de travail ou dans leur champ professionnel, ils·elles sont tout aussi légitimes à agir dans tous les champs de la vie sociale. La réforme annoncée du « choc des savoirs », avec l'instauration d'un tri social des élèves dès la sortie de l'école élémentaire doit être combattue par les personnels et les parents d'élèves.

L'éducation de vos enfants est en danger...

La coordination régionale a rédigé un courrier destiné aux syndiqué·es de la CGT et plus largement aux parents d'élèves afin d'alerter sur la succession de réformes qui s'attaquent à l'école et remettent en cause les principes fondateurs de cette institution, notamment avec la réforme du « choc des savoirs ». L'objectif de ce courrier est de construire et mener avec les parents d'élèves une mobilisation contre le « choc des savoirs » au retour des vacances de printemps.

Intersyndicales, heures d'information syndicale, réunions publiques ...

En parallèle se sont tenues des intersyndicales départementales pour proposer aux personnels de l'éducation et aux parents d'élèves de se rencontrer et construire la mobilisation pour le retrait du « choc des savoirs ». Le jeudi 2 mai, deux réunions publiques sont programmées, l'une à Dijon et l'autre à Chalon (voir compte-rendu dans le journal). À la cité scolaire Henri Vincenot, les personnels réunis en Heure d'Infos Syndicales décident d'organiser, sur le louhannais, une réunion publique le lundi 6 mai. Un tract est rédigé sur la base de celui de l'intersyndicale 71 et de la lettre aux parents de la CGT Educ'Action. Il sera distribué toute cette semaine sur le bassin du louhannais.

D. MUSART

RÉUNIONS PUBLIQUES CONTRE LE « CHOC DES SAVOIRS »

A l'appel d'une large intersyndicale, et avec la FCPE, une réunion publique sur le « choc des savoirs » s'est tenue jeudi 2 mai à Chalon-sur-Saône. Le but était d'informer le public et d'envisager les perspectives de mobilisation.

Nous étions 50, malgré la présence du président national de la FCPE qui avait rameuté ses troupes. La presse n'a pas daigné se présenter, tout comme elle avait peiné à relayer nos informations sur la tenue de la réunion les jours précédents.

Il a été décidé de participer au rassemblement pour l'école publique initié par la FCPE samedi 25 mai, sous la forme d'un moment plutôt festif. D'ici-là, les organisations syndicales appellent à tenue d'HIS et de cahiers revendicatifs pour une nouvelle Assemblée Générale entre le 13 et le 25 mai.

Une nouvelle réunion du même type a eu lieu lundi 6 mai à Louhans.



Comité Général de l'UD 71

Le 21 mars, à Montchanin, la CGT Educ'Action 71 participait au Comité Général de l'Union départemental CGT de Saône-et-Loire, instance officielle de

l'UD71 entre deux congrès.

Nous avons profité de la présence de nombreux·ses syndiqué·es du département, qui sont aussi parents ou grand-parents d'élèves, pour déconstruire les éléments de langage du gouvernement sur les mesures du choc des savoirs. Nous les avons aussi sollicité·es pour porter dans les écoles nos documents à destination des personnels, et cette initiative a eu un grand succès.

Le Comité Général a défini plusieurs priorités de travail jusqu'au congrès de 2025 : la qualité de vie syndicale, l'accueil des nouvelles et nouveaux syndiqué·es, et la réussite des élections professionnelles dans les TPE.

Avec la tenue régulière de nos instances (Commission Exécutive, Conseil Syndical Départemental, et Congrès), et notre plan de formation ambitieux, dont le nouveau stage « accueil », le travail de la CGT Educ'Action 71 s'inscrit dans la ligne définie par la CGT interprofessionnelle départementale.

C. BERNIZET

CONTRE LE CHOC DES SAVOIRS, POUR UN CHOC DES MOYENS !

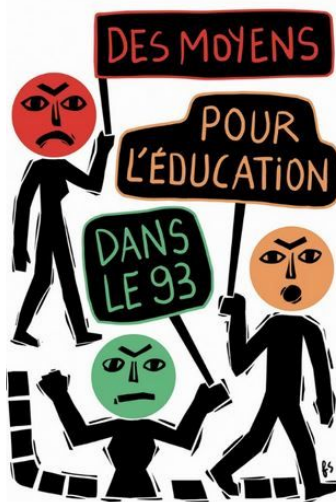
La grève du 02/04 fut une belle réussite (près de 40% de grévistes dans le secondaire). L'assemblée générale qui s'est tenue à cette occasion à la maison des syndicats de Chalon a permis aux collègues de partager leurs inquiétudes quant à la réforme Attal prévue dès septembre 2024. Et surtout de constater les multiples stratégies adoptées par les équipes pédagogiques et les chef·fes d'établissement afin de donner une cohérence à ce casse-tête.

À Jean Vilar, les 7 classes de 6° donneront naissance à 8 groupes de niveau – pardon, de besoin. Pour arriver à ce résultat - peu satisfaisant - les groupes de sciences seront supprimés et les 1/2 classes aussi. C'est ça le problème, avec les réformes au rabais : pas de moyens supplémentaires pour permettre une mise en place convenable du dispositif. Ce qui veut dire que pour répondre aux injonctions gouvernementales ... il faut déshabiller Pierre pour habiller Paul.

D'autres absurdités ont aussi été mises en lumière. Au collège de Montchanin, les groupes de besoin seront de 5 pour 4 classes de 6°. Comme les cours sont organisés en barrette sur la même heure de cours, et qu'il n'y a que 4 professeurs de lettres... vous voyez venir le loup ? Il faudra donc mobiliser un remplaçant pour le 5° groupe, quitte à ce qu'un collègue en poste parte compléter ailleurs (ou bien qu'il se dédouble, bon sang !).

À Pontus de Tyard, établissement choisi pour lancer la « prépa lycée expérimentale » du 71, la réforme aussi passe mal... L'idée d'accueillir et de remettre à niveau des élèves qui n'auraient pas les résultats nécessaires pour passer directement en seconde laisse songeur. Déjà parce que, pour le moment, il n'y a pas de programme officiel. Que propose-t-on à ces élèves ?

Les directives sont pourtant claires : il est demandé aux enseignant·es d'être autonomes, novateur·ices, de savoir improviser. Bref, de jouer une pièce de théâtre qui ressemble plus à une mascarade qu'à un projet pédagogique d'avenir pour sortir nos enfants des difficultés auxquelles ils et elles sont confronté·es. D'autant plus qu'on ne sait pas ce qu'ils et elles deviennent, après cette prépa, s'ils n'ont toujours pas le niveau pour entrer au lycée (la faute aux enseignant·es, pardi).



Dans ce fiasco général, à Saint-Germain-du-Plain, les collègues de français et de maths ont donc refusé de mettre en place cette réforme chronophage et inégalitaire. Dans d'autres bahuts, on opte pour la désobéissance civile.

Ainsi, partout en Saône-et-Loire et dans le reste de la France, les enseignant·es affirment leur opposition :

- au tri social
- à la baisse des moyens, aux conditions de travail qui se dégradent
- aux inégalités d'accès à la poursuite d'étude
- aux évaluations nationales
- à la liberté pédagogique bridée et encadrée

Contre le « choc des savoirs », exigeons le « choc des moyens ».

J. MONIN

SO-SO-SO-SOLIDARITÉ AVEC LES CAMARADES DU 93 !

En septembre 2023, confrontée de nouveau à des conditions de rentrées indécentes, l'inter-syndicale Éducation Nationale de Seine-Saint-Denis a décidé de passer à l'offensive. Des cahiers de doléances ont été rédigés dans les établissements par les personnels, les élèves et leurs parents afin d'exiger un plan d'urgence pour le 93.

Depuis le 26 février 2024, ils et elles sont passés à l'action ! Une mobilisation aussi puissante qu'historique rassemble dans la rue élèves, parents, personnels et élu·es de la Seine-Saint-Denis pour exiger la mise en place de ce plan d'urgence pour l'école publique et pour dénoncer le « choc des savoirs ». Depuis le 26 février 2024, dans ce département le plus jeune mais aussi le plus pauvre de l'Hexagone, ils et elles se mobilisent par milliers pour demander l'égalité réelle des droits pour tous·tes les élèves.

Déterminé·es, organisé·es ils et elles ont élaboré progressivement des cahiers de doléances et sont arrivé·es aux chiffres suivants : il manque à minima 358 millions d'euros en ce qui concerne les moyens horaires et humains, soit 5 000 enseignant·es, 2 200

AESH, 650 AED, 320 AP, 175 CPE. Un autre collectif budgétaire dédié au bâti est tout aussi indispensable, les collectivités territoriales ne pouvant plus assurer seules la transition énergétique et l'égalité socio-scolaire.

Cette mobilisation passe par des temps forts de manifestations dans les rues de Seine-Saint-Denis, mais aussi par des informations à la population, des Assemblées Générales pour construire la lutte, des opérations « école/collège/lycée mort »... et tout ceci n'est rendu possible que par le choix des personnels du 93 de reconduire la grève depuis leur retour des vacances de février et jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Oui mais voilà : empiler les journées de grève est une lourde charge et encore plus pour les personnels les plus précaires (AESH, AED, vacataires, contractuels...) et pour nos camarades du 93 qui luttent sans relâche.

C'est pourquoi, les syndicats départementaux CGT Educ'action de l'académie de Dijon ont souhaité apporter un soutien financier aux personnels en lutte reconductible en soldant la caisse de grève académique pour alimenter celle constituée par la CGT Educ'action 93.

J. RAILLARD

TEMPÊTE EN FLEURETTE !

A Saint-Gengoux-le-National, depuis un an, souffle un vent de révolte. Après des dysfonctionnements importants de la part de la direction (manque de gestion disciplinaire, défauts d'orientation, collègues agressés par des parents sans aucun soutien, décisions prises sans concertation et j'en passe) les collègues, excédés, déposent en l'espace de six mois huit déclarations RSST où ils parviennent, enfin, à exprimer le mal-être et le stress occasionnés par cette gestion délétère. L'équipe pédagogique se scinde, d'autant plus que la baisse des moyens annoncée dans la DHG fait perdre une classe. Dans un si petit établissement, rural, cela veut dire :

- des classes surchargées avec des élèves qui devraient suivre un enseignement spécialisé

mais qui, à défaut de transport et de structures de proximité adaptées, ne peuvent s'y rendre ;

- des élèves avec de grandes difficultés qu'il devient très difficile d'accompagner ;
- une multiplication des CSD avec de longues distances à parcourir (c'est le deal, quand on est au milieu de nulle part).

Des journées de grève sont organisées, la presse invitée à plusieurs reprises pour évoquer les difficultés du collège En Fleurette pour la rentrée 2023. Les tensions atteignent alors leur paroxysme : le dialogue, déjà conflictuel, est alors rompu avec la cheffe d'établissement.



Ce rififi remonte jusque dans les hautes sphères – et ça ne plaît pas. Les donneurs et donneuses d'alerte sont ainsi convoqués par Mme la DASEN afin de justifier leurs déclarations. Les enseignant·es sont ENTENDU·ES : ils trouvent à Mâcon une oreille attentive (sauf pour les moyens alloués qui, eux, n'ont pas bougé). Les faits dénoncés sont

graves.

Septembre 2023 : après un été à se demander à quelle sauce ils et elles seraient mangés, les enseignant·es apprennent qu'une enquête administrative est ouverte. Une équipe d'expert·es est alors dépêchée sur place : tout le personnel est auditionné, ainsi que des parents d'élèves. Les faits graves s'accumulent ; l'équipe pédagogique se sent considérée. Tout le monde attend avec impatience les conclusions du rapport... mais elles n'arrivent pas. Octobre : RIEN. Novembre : RIEN. Décembre : convocation générale de toute l'équipe afin que soit délivré le message tant attendu. Mme La DASEN débarque, bien entourée. À la stupéfaction générale, les enseignant·es apprennent que leur cheffe sera « guidée » par un autre CDE mais surtout ... que l'équipe enseignante va devoir revoir sa manière de gérer la discipline. Malgré les demandes répétées d'un·e médiateur·ice, d'un suivi psychologique pour l'ensemble des personnels afin de repartir du bon pied... la seule réunion programmée par le rectorat est celle qui consistera à élaborer une nouvelle fiche incidents pour mieux encadrer nos petits garnements.

Désillusion totale. La perte de confiance envers l'institution est brutale et complète. Le « pas de vagues » l'a encore emporté et le mépris pour les petites mains de l'Éducation nationale (celles qui innovent, celles qui nourrissent, celles qui accompagnent, celles qui gèrent nos enfants) une fois de plus réaffirmé. Le poisson est noyé. La direction, confortée. Le problème, ce sont les enseignant·es qui ne savent pas s'y prendre. Et les conflits repartent de plus belle autour de la DHG en ce printemps 2024.

J. MONIN

EXTRÊME-DROITE : DES IDÉES, UN ENJEU, UN CALENDRIER

Face à la banalisation des idées d'extrême droite, à la montée du racisme et de l'antisémitisme, la CGT réaffirme son combat « pour monter d'un cran dans la bataille contre l'extrême droite et dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ».

« La lutte contre les idées d'extrême droite est une priorité absolue » a réaffirmé la CGT lors de son 53e congrès, en mars 2023, à Clermont Ferrand.

« *La banalisation du Rassemblement national et de ses idées mortifères sont devenues une réalité, en particulier dans les milieux politiques et médiatiques* ». C'est par ces mots que Nathalie Bazire, secrétaire confédérale, a introduit le colloque CGT en octobre dernier.

C'est pour mener ce combat que la CGT Educ'action Dijon a programmé cette année le **21 mai**, quelques jours avant les échéances électorales, **une journée de formation syndicale « Lutter contre l'extrême droite et ses idées. »**

Commandez la brochure argumentaire de VISA

Le bilan d'un an d'imposture des 88 député·es FN | RN

L'un des objectifs de VISA est de fabriquer du matériel militant antifasciste et de le diffuser dans ses structures syndicales adhérentes afin de vous aider dans la lutte antisémitisme et contre la propagation des idées d'extrême droite dans le monde du travail.

Notre dernière brochure parue en septembre 2023, fait le bilan d'un an de présence et d'agissements des parlementaires FN | RN.

Elle regorge d'arguments et de faits permettant aux militant·es de terrain de pouvoir contrer les impostures sociales, économiques, féministe et écologiques du parti fasciste.

Cette brochure est un outil militant important dans la période actuelle. Elle a été imprimée à 15 000 exemplaires afin de pouvoir satisfaire les demandes.



C'est dans le même esprit qu'elle souhaite porter à la connaissance de toutes et tous le tome 2 des brochures éditées par l'association VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes).

L'organe de presse de la CGT, la NVO, n'est pas en reste puisqu'elle vient de sortir un numéro spécial que vous pouvez aussi commander en ligne.

(www.boutique.nvo.fr)

Lors de la dernière commission exécutive confédérale portant sur les élections européennes du 9 juin, un camarade (Benoit MARTIN) chargé du dossier des élections européennes disait :

« L'extrême droite au pouvoir, c'est clairement une politique antiféministe qui nie l'indépendance des femmes et vise à les renvoyer au foyer à l'aide d'une politique familiale profondément conservatrice.

L'extrême droite au pouvoir c'est la fermeture des frontières, le durcissement de la politique migratoire et la mise en place d'une Europe forteresse.

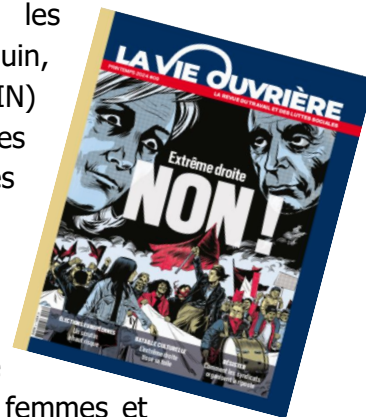
L'extrême droite au pouvoir c'est une remise en cause de l'état de droit, des attaques contre la liberté et la pluralité de la presse, des attaques sur l'indépendance de la justice.

Le combat de la CGT contre les idées d'extrême droite est enraciné dans les luttes antifascistes des années 30 et 40 ; nous y sommes largement revenus lors des récentes évocations historiques (Panthéonisation des Manouchian, programme du CNR). »

La CGT a organisé deux débats en avril, le premier s'intitulait « combattre l'influence de l'extrême droite sur le lieu de travail » ; le second, « s'organiser et porter un projet alternatif face à l'extrême droite ».

Nous savons à quel point les pays européens dirigés par l'extrême droite gouvernement contre les intérêts des travailleur·ses, des femmes, des immigré·es et des étranger·es. La CGT démasque, preuve à l'appui, le caractère antisocial et anti-environnemental des votes RN au Parlement européen.

Et parce que Michaël Marcilloux (Co-SG de la CGT Educ'action) finissait son édito PEF d'avril 24 en parlant de la politique ministérielle par : « De fait, cette politique est clairement de droite. Pire on y retrouve en partie le programme du RN comme l'uniforme, la labellisation des manuels ou l'examen d'entrée au lycée. » Nous devons refuser que l'extrême droite et ses idées franchissent les murs de l'École, nous avons à déconstruire le discours





véhiculé par les médias, il nous faut passer de l'indignation à l'engagement contre ces idées nauséabondes.

C. CADOT

1^{ER} MAI

En Côte d'Or deux défilés ont eu lieu (2 500 personnes à Dijon et 150 à Montbard) ce mercredi matin 1^{er} mai à l'occasion de la journée internationale du travail des travailleuses et des travailleurs.

A Dijon, une bonne quinzaine de camarades du SDEN 21 a pris part à la manifestation, ce qui a permis d'étreindre nos nouveaux drapeaux rapportés du CNU ! Cette journée a été

l'occasion de mettre en avant les luttes actuelles et l'impérieuse nécessité d'une société libérée du capitalisme dans laquelle la paix serait possible. L'UD CGT 21 avait réalisé une grande banderole de tête pour le cortège CGT sur laquelle le message suivant était écrit « **1^{er} mai 2024 : 80 ans du programme du C.N.R. Lutons, pour que vivent « Les jours heureux » !** » La journée s'est poursuivie à la Bourse du Travail où un après-midi convivial était organisé (barbecue, buvette, fond sonore, diaporama des luttes...). Ce moment a été un véritable succès : plus de 200 personnes (camarades et sympathisant·es) sont venues.

C. LEGROS

Sur proposition de la CGT, le 1er mai a réuni toutes les organisations syndicales et trois manifestations à Nevers, Decize et Clamecy ont réuni plus de 600 personnes dans des cortèges dynamiques et très revendicatifs.

Le 1er mai 2024 c'était aussi les 60 ans de la bourse du Travail de Nevers. A cette occasion et dans un contexte de remise en cause des locaux et de délocalisation des Organisations Syndicales de Nevers, un village syndical avec toutes les OS présentes, avec buvette et restauration et groupe de musique, a été organisé à la suite de la manifestation à Nevers sur l'esplanade de la Maison de la culture.

Une initiative réussie donc, avec la volonté de réitérer cela l'an prochain.

Le 2 mai, les syndicats nivernais se sont retrouvés à l'UD autour de l'IHS 58 pour évoquer et débattre sur ce que nous apprennent aujourd'hui les conquêtes du CNR 80 ans après sa mise en œuvre.

C. PERRET



Dans l'Yonne, 160 personnes se sont réunies à Sens et 450 ont défilé à Auxerre pour célébrer la journée internationale des travailleuses et des travailleurs, ce mercredi 1^{er} mai.

A Sens, la mairie nous a, comme chaque année, refusé un défilé en centre-ville en raison de la foire, montrant bien la mise au ban du syndicalisme, pourtant un élément essentiel de la société, relégué loin derrière la vente d'automobiles et les manèges.

La CGT était toutefois en force sur la place de la gare ; après une intersyndicale réduite (seuls le SNES et FO avaient répondu à l'invitation), il apparaissait que seule la CGT était convaincue de la pertinence d'organiser un rassemblement à Sens, là où les autres Organisations Syndicales (OS) estimaient que le rendez-vous à Auxerre suffisait. Les militant·es et sympathisant·es de ces OS leur ont donné tort en répondant à l'appel ! Le rendez-vous s'est terminé dans la bonne humeur dans le local des camarades de la CGT cheminot·es qui avaient organisé un apéritif ouvert à toutes

et tous. L'éducation représentait une grosse partie des personnes mobilisées ; des pancartes fustigeaient le choc des savoirs d'Attal et réclamaient un choc des moyens. Des tracts de soutien à la Palestine ont également été diffusés, rappelant que le 1^{er} mai est une journée de lutte internationale, comme le rappelait le slogan d'appel : « Pour les libertés syndicales, la solidarité, et une paix juste et durable ».

C. ROBIN



MARIE GUILLOT : TOUT EN HAUT !

Par ce travail collectif, nous avons voulu réparer l'injustice qui frappe Marie Guillot (1880-1934). Si elle est connue des plus militantes ou des érudites, institutrice en Saône-et-Loire avant et après la Première Guerre mondiale, militante féministe, syndicaliste et pédagogue, son nom n'est souvent que l'expression d'une « mélancolie » révolutionnaire, pour reprendre un titre de l'historienne Michelle Perrot.

Marie Guillot, la « Grande Marie », surnom affectueux de ses camarades, est première et pionnière. Secrétaire de son syndicat (interdit) d'instituteurs et d'institutrices avant 1914, révoquée en 1921, première femme secrétaire de l'Union départementale CGTU de Saône-et-Loire, secrétaire nationale de la CGTU... et pourtant c'est presque une « inconnue ».

Ce recueil de textes, dispersés dans des revues difficilement accessibles, de correspondances enfouies dans les archives, redonne la parole Marie Guillot. A travers ses articles dans *la Vie ouvrière*, *l'Action féministe*, *la Révolution prolétarienne...*, ses courriers à Pierre Monatte ou au poète Marcel Martinet, ses interventions dans les congrès de la CGT puis de la CGTU, on retrouve sa force de convictions mais aussi ses interrogations.

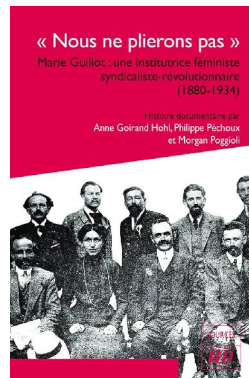
Toujours lucide, déterminée et droite dans son féminisme pour dénoncer le syndicat du livre qui exclut une femme (et son mari...) en 1913 (« affaire Couriau »), déterminée et droite dans son pacifisme alors que la Grande Guerre et l'Union sacrée font rage, déterminée et droite aussi quand elle refuse la mainmise du jeune parti communiste français sur la CGTU.

Sa ligne de conduite tient dans la formule, reprise dans le titre du livre : « *Nous ne plierons pas* » !

À lire de toute urgence dans ces temps maudits !

P. PECHOUX

GOIRAND HOHL Anne, PÉCHOUX Philippe, POGGIOLI Morgan. *"Nous ne plierons pas"*. Marie Guillot : une institutrice féministe syndicaliste-révolutionnaire (1880-1934). Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2024. (collection « Sources »). 397 pages. 25 euros ([commande en ligne](#) possible et dans votre librairie favorite).



UASEN-CGT EDUC'ACTION
2 rue du parc
71100 Chalon sur Saône
Tél. : 03 85 46 09 07
E-mail : dijon@cgteduc.fr

SDEN-CGT EDUC'ACTION 21
Bourse du Travail
17 rue Transvaal
21000 Dijon
Tél. : 03 80 37 14 08
E-mail : 21@cgteduc.fr

SDEN-CGT EDUC'ACTION 58
2 Bd Pierre de Coubertin
58000 Nevers
Tél. : 03 86 50 67 85
E-mail : 58@cgteduc.fr

SDEN-CGT EDUC'ACTION 71
2 rue du Parc
71100 Chalon sur Saône
Tél. : 03 85 46 09 07
E-mail : 71@cgteduc.fr

SDEN-CGT EDUC'ACTION 89
Avenue Molière - BP 247
89306 JOIGNY Cedex
Tél. : 07 81 38 25 28
E-mail : 89@cgteduc.fr

Notre Site :
www.cgteducdijon.org

Notre Facebook :
CGT Educ'Action
Académie de Dijon : non à la
casse de l'École

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer aux adresses indiquées ci-dessus

Je souhaite : **me syndiquer** **prendre contact**

Nom : Prénom :

Adresse personnelle :

Code postal : Commune :

Discipline : Grade ou corps : Echelon :

Etablissement ou Ecole :

Adresse :

Code postal : Commune :

Mail :

